

# Perspectives

N°25/112 – 2 avril 2025

## ESPAGNE – Le plan de relance toujours en retard

La mise en œuvre du NGEU n'a plus que deux années devant elle. Le programme a débuté en 2021 et l'Espagne doit respecter toutes les étapes et engager tous les investissements avant août 2026, y compris ceux financés par des prêts. Pour rappel, le plan NGEU pour l'Espagne consiste en 80 milliard€ de transferts non remboursables et jusqu'à 83 Mds€ de prêts supplémentaires pour relancer l'économie en termes verts (40% des investissements) et numériques (26%). Ces investissements et réformes sont canalisés par le plan de relance et son addendum, qui intègre les prêts. À ce jour, l'Espagne a déjà réalisé 70% des réformes prévues par le plan, mais seulement 15% des investissements, en partie en raison de la nature même du plan qui, dans les premières années, mettait davantage l'accent sur les réformes, et en partie en raison de certains retards initiaux dans la mise en œuvre.

Parmi les réformes les plus importantes, la réforme du travail a contribué à réduire le caractère temporaire de l'emploi de 27% en 2021 à 12% aujourd'hui et a renforcé l'ERTE en tant que mécanisme de chômage partiel. La réforme de la formation professionnelle a généralisé la formation en alternance, en promouvant les stages en entreprise et en élargissant le catalogue des études et les financements.

Jusqu'à décembre 2024, 47,6 milliards € ont été exécutés, dont la mise en œuvre se réfère à des appels d'offres déjà résolus, ce qui représente 60% de l'allocation totale de subventions du Plan. En 2024, 14,4 Mds€ ont été exécutés, soit un peu moins qu'en 2023 (16,45 Mds€) et un peu plus qu'en 2022 (12,4 Mds€). Les PERTE, programmes de partenariat public-privé, ont progressé avec 16 Mds€ exécutés sur un budget total de 43,6 Mds€.

Une analyse du plan NGEU par composantes montre que plus de 65% des fonds ont été exécutés dans les infrastructures de mobilité durable à longue distance, la mobilité urbaine, la modernisation des administrations publiques, la connectivité numérique et la science, la technologie et l'innovation. Cependant, la majeure partie du budget reste à exécuter dans la réhabilitation des logements, la politique industrielle, les énergies renouvelables, les ressources en eau et l'hydrogène vert. En 2025, l'exécution de subventions devrait arriver à 20 Mds€ et le déploiement des investissements financés par des prêts de l'addendum, tels que la ligne verte ICO, devrait commencer. Il sera essentiel de déployer les PERTE qui en sont encore à leurs débuts, notamment celui des semi-conducteurs (12,2 Mds€), du cycle de l'eau (3 Mds€) et de la décarbonisation (3 Mds€).

**✓ Notre opinion** – *Le plan de relance de l'Espagne s'est concentré sur les réformes au cours des trois premières années, puis sur les étapes liées aux investissements en 2024-2026. Les étapes en attente les plus importantes comprennent : la mise en œuvre de zones municipales à faibles émissions, l'augmentation de l'utilisation des technologies numériques dans 171 000 PME, la modernisation de l'irrigation de 160 000 hectares, la rénovation de 285 000 logements avec une économie d'énergie minimale de 30%, la construction de 20 000 logements sociaux, le déploiement de 238 000 véhicules électriques et de bornes de recharge, la couverture de 75% de la population avec la 5G et la restauration de 145 kilomètres de zones côtières dégradées. D'autres investissements importants devraient être envisagés pour l'avenir, s'il est possible de réorienter les fonds, notamment la rénovation des infrastructures hydrauliques pour atténuer les risques climatiques, l'augmentation de l'offre de logements et l'investissement dans l'intelligence artificielle en coordination avec l'Europe (dans le plan espagnol actuel, seuls 538 millions d'euros sont consacrés à l'IA).*

*Un rapport récent de la Banque d'Espagne<sup>1</sup> montre que 45% des entreprises ayant des projets financés par le NGEU n'auraient pas réalisé ces investissements sans le programme, et que 31% n'en auraient réalisé qu'une partie, ce qui suggère une additionnalité relativement élevée. Par composantes, ce sont les investissements liés à la transition énergétique qui montrent le moins d'additionnalité : 39% des entreprises les auraient réalisés sans le NGEU, ce chiffre tombant à environ 20% des entreprises pour les investissements numériques et de R&D.*

Article publié le 28 mars 2025 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

<sup>1</sup><https://www.bde.es/f/webbe/SES/Secciones/Publicaciones/InformesBoletinesRevistas/BoletinEconomico/25/T1/Fich/be2501-art02.pdf>

## Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
02/04/2025	<u>Royaume-Uni – Une déclaration du printemps douloureuse pour les souffrants</u>	Royaume-Uni
31/03/2025	<u>France – Un déficit public un peu inférieur à ce qui était prévu en 2024, mais toujours trop élevé</u>	France
28/03/2025	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
27/03/2025	<u>Chine : le changement de discours des autorités sera-t-il suffisant pour raviver la confiance ?</u>	Asie
25/03/2025	<u>Énergies renouvelables – 2024, une année marquée par le ralentissement de l'éolien terrestre contrairement à l'éolien flottant qui retrouve espoir</u>	France - Énergies
24/03/2025	<u>Parole de banques centrales – La BOE a gardé ses taux inchangés en mars, face à l'intensification des incertitudes</u>	Royaume-Uni
21/03/2025	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
20/03/2025	<u>France : un peu moins de croissance et d'inflation en 2025 et 2026, selon la Banque de France</u>	France
19/03/2025	<u>Brésil – Inflation en hausse, croissance prête à décélérer</u>	Amérique latine
18/03/2025	<u>Union européenne – L'excédent commercial en biens vis-à-vis des États-Unis s'accroît en 2024</u>	Union européenne
14/03/2025	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
13/03/2025	<u>Chine – 5%, rien de vraiment surprenant</u>	Asie
13/03/2025	<u>France – L'amélioration des conditions des femmes sur le marché du travail reste incomplète</u>	France
13/03/2025	<u>Mexique : l'économie en péril face aux tensions commerciales avec les États-Unis</u>	Amérique latine
12/03/2025	<u>La BCE et l'objectif du taux de change : de Triffin à Mar-a-lago en passant par les droits de douane</u>	Zone euro
11/03/2025	<u>Europe – Quid de l'autonomie européenne des paiements par carte ?</u>	Europe

**Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques**

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

**Directeur de la Publication** : Isabelle Job-Bazille**Rédacteur en chef** : Armelle Sarda**Documentation** : Elisabeth Serreau – **Statistiques** : DataLab ECO**Secrétariat de rédaction** : Véronique ChampionContact : [publication.eco@credit-agricole-sa.fr](mailto:publication.eco@credit-agricole-sa.fr)**Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :****Internet** : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>**iPad** : application **Études ECO** disponible sur App store**Android** : application **Études ECO** disponible sur Google Play

*Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.*